

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## AU SOMMAIRE

Page 3 : Pourquoi la grève a-t-elle éclaté à Renault ?

Page 5: Reportage, lundi matin, à Renault : 600 OS toujours déterminés

Page 7 : Notre série sur la Chine : Le chemin de la modernisation

### Tous à la fête de la rencontre français-immigrés

Les 10 et 11 juin à partir de 14H

Centre culturel de Chelles

Place des martyrs de Chateaubriant

Organisée par le Comité de coordination des foyers Sonacotra, le Comité des locataires de la cité Logirep des Coudreaux, le Centre socio-éducatif LPS, le Centre d'action culturelle de Chelles.

### Editorial

## Agression soviétique en Afrique

### En finir avec un silence complice

On ne peut que se réjouir de voir dénoncer les crimes de l'impérialisme français en Afrique. Au Tchad, au Sahara occidental, à Mayotte, à la Réunion, il ne cesse d'intervenir militairement contre des peuples qui luttent pour la liberté, pour conquérir le droit de décider eux-mêmes de leur destin, d'être maîtres chez eux.

Mais la dénonciation faite par les dirigeants du PCF de ces interventions s'accompagne d'un silence épais, absolu, sur les agressions des principaux responsables des événements qui, une nouvelle fois, mettent l'Afrique à feu et à sang : les Soviétiques et leurs mercenaires cubains. Un silence qui dénature même leur prétendu engagement anti-impérialiste aux côtés des peuples qui luttent contre l'impérialisme français. Aurait-on imaginé, alors que la guerre d'agression américaine contre les trois peuples indochinois faisait rage une dénonciation des responsabilités de l'impérialisme français dans ce conflit et ailleurs qui n'aurait pas soufflé mot de l'impérialisme yankee qui se comportait alors en gendarme du monde ?

C'est à une démarche analogue que nous convient aujourd'hui les dirigeants du PCF en ce qui concerne l'Afrique. Pire, tout en dépeignant les impérialistes occidentaux à l'offensive en Afrique, ils justifient implicitement les agressions répétées des forces du « Pacte de Varsovie » dominées par Moscou en Angola, au Zaïre, dans la corne de l'Afrique. Ils se font les complices de ceux qui, aujourd'hui, sont les principaux responsables du sang versé par des Africains, jetés dans des guerres fratricides ou victimes d'agressions à peine dissimulées. Ils présentent en « amis » et « défenseurs des peuples » les pires adversaires de leur liberté.

Pourtant la politique de Moscou est déjà si discréditée qu'ils préfèrent le plus souvent passer son rôle sous silence. Mais peut-on se taire sans devenir complice à propos d'un crime commis contre les peuples africains et contre notre propre peuple menacé, comme tous les peuples européens, par le même ennemi ? Camarades sympathisants et militants du PCF animés par des sentiments anti-impérialistes sincères, n'acceptez pas ce silence de la direction de votre parti. Avec nous, exigez qu'elle en rende compte devant les peuples africains qui en sont cruellement victimes et devant tous les peuples du monde qui veulent vivre, débarrassés du pillage et de l'ingérence de l'impérialisme et en particulier de l'hégémonie des deux superpuissances.

Annie BRUNEL

## Renault-Flins évacué par les CRS

# LA LUTTE CONTINUE

A l'usine Flins de Renault, 600 OS occupaient depuis le début du lock-out les ateliers des grandes presses. Le tribunal de Versailles avait refusé d'ordonner l'évacuation immédiate des grévistes mais en indiquant qu'ils doivent « désormais respecter la libre circulation des personnes et des matériels dans l'enceinte de l'entreprise ». Autrement dit cette dé-

cision hypocrite permettait à la maîtrise de mettre fin à la paralysie des grandes presses qui fait obstacle au fonctionnement d'autres ateliers notamment au montage de la nouvelle R 18.

Mardi matin cependant, un coup de téléphone de notre correspondant nous apprenait que les CRS ont évacué à 5 h 20 l'atelier des grandes presses. Nous donnerons des informations

supplémentaires dans notre prochaine édition.

Reste à savoir quelle va être la réaction dans les autres usines de Renault qui ont le regard fixé sur cette lutte. Rappelons que plusieurs d'entre elles sont également entrées en grève. A Cléon, c'est plusieurs centaines de jeunes ouvriers révoqués qui continuent d'occuper l'usine malgré la décision du tribunal de Rouen

de faire évacuer dans un délai de 48 h.

Ils exigent comme ceux de Flins d'être classés « professionnels P1 », revendication des OS de Renault depuis les grèves de 1970.

A Renault-Douai, les OS de l'atelier de presse sont aussi en grève. 2 000 travailleurs de l'usine de Sandouville se sont également mis en grève.



Renault-Flins - Lundi avant l'intervention des CRS, une grande détermination à continuer la lutte.

## Il y a un an

### Pierre Maitre était assassiné

Il y a un an exactement, le dimanche 5 juin, à 1 h 30 du matin, trois ouvriers du piquet de grève des Verrières mécaniques champenoises, dans la banlieue de Reims, étaient blessés à coups de carabine par un commando de la CFT, circulant en voitu-

re. L'un d'eux, Pierre Maitre, devait mourir peu après à l'hôpital. Après l'assassinat, le pouvoir se hâta de faire par de sa « réprobation » mais ne pouvait désarmer la colère des ouvriers et masquer la vérité. Le commando était, en effet, cons-

titué de membres de la maîtrise de Citroën à Reims et le meurtrier, Claude Lecomte, un responsable de la CFT, membre du SAC, dont les liens avec le pouvoir sont bien connus.

La riposte ne se faisait pas attendre. A Reims,

le lundi après-midi, plus de quinze mille personnes, dont une grande part d'ouvriers, manifestaient leur colère : la plus importante manifestation vue dans cette ville depuis 1936. Dans la France entière, les travailleurs débrayaient en signe de protestation.

## Pour comprendre la situation en Afrique

# PARTIR DES FAITS

L'agression des ex-gendarmes katangais au Zaïre s'est avérée un échec. Au bout de quelques jours, ils ont été refoulés de la ville de Kolwezi et le week-end dernier, la ville de Mutshaha a été reprise par les forces armées zaïroises.

La vie économique semble reprendre peu à peu, toutefois tous n'est pas terminé. Si une partie des rebelles sont partis vers l'Angola en passant par la frontière zambienne, bien souvent, ils sont toujours présents autour de Kolwezi, notamment.

### ET DEMAIN ?

Ainsi, la grande offensive organisée par les Soviétiques et les Cubains a été stoppée. Pourtant cette fois, ils avaient mis en œuvre de plus importants moyens que l'année précédente : 4 000 hommes infiltrés peu à peu, prenant le soin de passer par la frontière zambienne pour tenter de maquiller le fait que ces rebelles venaient d'Angola où ils sont entraînés par les Cubains. Une nouvelle fois, donc, on retrouve Cuba, qui, avec ses 21 000 mercenaires stationnés en Angola, a de quoi faire du bon travail pour le compte de l'URSS.

Une nouvelle brèche était ouverte par l'URSS dans son offensive contre les pays africains : aujourd'hui c'est la corne de l'Afrique, le Zaïre, demain il y aura d'autres pays qui seront le terrain d'une attaque de la part de l'URSS ; il n'y a aucune raison pour que ce pays impérialiste cesse là ses activités. Pour mener à bien ses objectifs, l'URSS sait très bien utiliser toutes les contradictions qui résident en Afrique, tous les problèmes légués par l'impérialisme. Le problème des frontières, notamment comme c'est le cas pour l'Érythrée, mais aussi les problèmes qui résultent du sous-développement qui a pour origine le pillage des pays impérialistes. C'est le cas au Zaïre, où le régime de Mobutu connaît de grandes difficultés du fait de la situation économique qui se dégrade de plus en plus.

### UN PEUPLE TRÈS PAUVRE

Dans la région du Shaba, très riche en matières premières, les conditions de vie du peuple sont difficiles. Par exemple, à Lumumbashi, la capitale du cuivre, la population vit entassée dans des conditions très mauvaises. Depuis 1965, la ville a connu une intense croissance démographique, aujourd'hui il y a environ 500 000 habitants. L'habitat est malsain, il manque d'eau, d'électricité, d'écoles, de dispensaires,

ses propres intérêts impérialistes, là aussi c'est indéniable. Car pour la France, comme pour l'URSS, le Zaïre est intéressant pour ses richesses. On retrouve

### TROUPES CUBAINES ET FRANÇAISES EN AFRIQUE

	Cubaines	Françaises
Angola	21 000	
Congo	500	10
Côte d'Ivoire		500
Djibouti		4 500
Éthiopie	16 000	
Mayotte		2 000
Libye	200	25
Mozambique	500	
Réunion		2 000
Sénégal		1 300
Tchad		1 800

Il existe en tout en Afrique 39 200 soldats cubains et 14 000 soldats français. Il y aurait quelques 6 000 soldats soviétiques et un nombre indéterminé de troupes du Pacte de Varsovie (RDA, Tchécoslovaquie).

Le chômage y est considérable : une situation favorable à une révolte légitime du peuple contre la situation qui lui est imposée.

Pour l'URSS, c'est le moment d'agir, en essayant de se servir de cette révolte, de la détourner à son profit, en présentant les fameux gendarmes comme des libérateurs.

### L'EUROPE EN TENAILLE

Si l'URSS réussissait à s'implanter au Zaïre, en Angola, dans la corne de l'Afrique, l'Afrique serait coupée en deux et cela permettrait à l'URSS de lancer de nouvelles opérations contre les autres pays avec dans l'idée, au loin, la prise en tenailles de l'Europe. Cette situation présenterait un grave danger pour le monde entier, accélérerait la guerre entre les deux grands. Il fallait que cette offensive s'arrête pour le peuple zaïrois, mais aussi pour tous les peuples d'Afrique car ils sont tous concernés.

### CONCRETEMENT

Que faire pour stopper une telle offensive ? Bien sûr, la première réaction d'un pays socialiste serait d'armer tout le peuple pour qu'il prenne lui-même en main les destinées de son pays. Mais le régime de Mobutu n'est pas un régime socialiste. C'est un fait. Ce n'est pas notre désir mais c'est un fait incontestable et c'est à partir des faits concrets qu'il faut analyser une situation. Mobutu a fait appel aux pays européens, aux pays du second monde, comme la France, la Belgique. La France est intervenue avec hommes et matériel. Dans quel but ? Pour

France est intervenue à la demande du gouvernement zaïrois pour mettre dehors ceux qui agissent pour le compte de l'URSS. Objectivement, on a pu le constater, cette intervention a permis d'enrayer l'offensive soviétique.

médicaments, couvertures, etc. Le gouvernement sénégalais a annoncé dimanche qu'il pourrait envoyer du matériel et des médicaments.

On parle beaucoup de l'attitude de la Chine, suite

gression dont il a été victime.

Cette prise en main de la situation par les pays africains eux-mêmes est une très bonne chose que nous devons soutenir. Certes, le régime de Hassan II n'est



Ce cuivre tant convoité...

### LES PAYS AFRICAINS EUX-MEMES

Maintenant, les troupes françaises doivent quitter le sol zaïrois. Le danger n'étant pas totalement éliminé, la relève est prise par les soldats d'autres pays africains venus pour appuyer les forces armées zaïroises. Les premières troupes marocaines sont déjà sur place. Trois cents soldats togolais doivent aussi partir vers le Zaïre.

D'autres pays africains ont apporté leur aide. La Côte d'Ivoire a déjà fourni

à la visite du ministre des Affaires étrangères, Huang Hua, qui s'est entretenu dimanche avec Mobutu. Jusqu'à présent, nous n'avons pas connaissance des résultats de cette entrevue. Toutefois lors de son arrivée, samedi, Huang Hua avait indiqué que la question d'une assistance militaire chinoise ferait l'objet d'entretiens avec les autorités zaïroises.

La Chine soutient toujours les pays du tiers monde dans leur lutte contre les deux superpuissances. C'est pour cette raison qu'elle a soutenu le Zaïre face à l'a-

pas un régime progressiste et nous sommes les premiers à dénoncer les crimes qu'il commet contre le peuple marocain. Mais ce n'est pas ce fait qui doit nous guider pour savoir si l'intervention de forces marocaines au Zaïre est positive ou pas. Si l'on regarde de près la situation, on constate que cette intervention va dans le bon sens car elle permet d'aider le Zaïre à en finir avec l'offensive soviétique. Pour le peuple zaïrois, pour tous les peuples africains, c'est ce qui est primordial aujourd'hui.

## Il fait plutôt froid entre Washington et Moscou

Un porte-parole de Washington à Moscou, déclarait récemment : « Si l'on mesure sur une échelle de 10 degrés l'état des relations entre les deux pays, nous sommes actuellement au degré 3 ». Depuis, il semblerait que la tension se soit encore accrue entre les deux supergrands.

Dans une récente interview, largement reproduite par la presse soviétique, Andreï Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères, accuse l'administration américaine de « ne pas créer une atmosphère favorable aux progrès des négociations SALT en répondant le mythe de l'intervention soviéto-cubaine en Afrique ».

### A U POINT MORT

Le très officiel « Washington Post » a fait état ces derniers jours de la décision de l'administration américaine de « geler » les négociations SALT en réponse à l'offensive soviéto-cubaine en Afrique. Cette information a été vigoureusement démentie par Carter en personne qui semble sur ce sujet en désaccord avec une partie de ses conseillers, notamment Zbigniew Brzezinski, directeur du Conseil national de sécurité, ardent défenseur de la mise en veilleuse des SALT.

Quoiqu'il en soit, et malgré les dénégations de Carter qui traduisent la valse-hésitation des mi-

lieux dirigeants américains qui s'effraient de l'offensive soviétique sans trop oser la contrecarrer ouvertement, les négociations SALT sont bel et bien au point mort.

Les USA auraient rejeté la semaine dernière une proposition de l'URSS visant à interdire l'expérimentation et le déploiement de tous les nouveaux missiles intercontinentaux par les deux pays. Une telle proposition empêcherait simplement les soviétiques de construire un type de missile, tout en leur permettant d'en changer et d'en moderniser un grand nombre d'autres. Par contre les USA qui travaillent actuellement à la mise au

point d'un seul nouveau missile mobile, le MX, se trouveraient considérablement désavantagés.

### DES PREUVES

Les USA réaffirment par ailleurs détenir des preuves formelles et irrécusables de l'engagement des Cubains aux côtés des mercenaires katangais : témoignages de katangais faits prisonniers, d'Européens arrêtés et interrogés par de officiers blancs parlant espagnol, informations diplomatiques, etc. Des mesures de représailles contre Cuba sont, semble-t-il, à l'étude en ce moment à Washington, sans qu'aucune décision n'ait été prise à ce jour.



# Pourquoi la grève a-t-elle éclaté à Renault ?

Il y a eu la déception qui suivit la victoire de la droite aux élections législatives. Puis la présentation du gouvernement Barre 3 et son plan antipopulaire. Il y a enfin eu l'échec, prévisible, de la politique de concertation. C'en est trop. Aujourd'hui, ici ou là, des grèves éclatent. Renault en est le symbole.

Le fait que dans les deux usines Renault on trouve aux avant-postes de la grève ou de jeunes ouvriers ou les travailleurs immigrés est révélateur. Ils sont sans doute parmi ceux qui eurent le moins d'illusions sur le Programme commun ou tout simplement n'étaient même pas appelés à voter.

## LA PREMIERE RÉACTION

Au soir du deuxième tour des élections législatives, ce fut la déception, chez de nombreux travailleurs.

C'est dans ce climat que

fut présenté le gouvernement Barre. A cette époque la seule solution que surent proposer aux travailleurs les directions syndicales confédérales et les directions des partis de gauche ce fut : accepter de se concerter avec Barre, Ceyrac, Giscard. Mais l'affaire était courue d'avance. On ne peut rien obtenir par la négociation sans un rapport de force. Or le rapport de force où était-il au lendemain des élections ?

## LE PLAN BARRE 3

Barre présentait alors

avec cynisme un programme ouvertement anti-social : libération des prix, fermeture et licenciements pour les usines non-rentables, blocage des salaires...

La volonté de lutte des travailleurs s'éveillait à nouveau à chaque attaque du gouvernement.

D'autant plus qu'il n'y avait plus pour étouffer les luttes le fameux : « attendez donc la victoire de la gauche ». Il n'y avait même plus de Programme commun.

Là où il y a oppression il y a résistance. Les luttes de la RATP, des hospitaliers, résistaient à la longue guerre d'usure du patronat.

Ces luttes se heurtèrent à différents problèmes : le manque de coordination entre les différents centres hospitaliers en grève, le manque de propositions unificatrices et combattives des directions syndicales que les travailleurs puissent reprendre à la RATP.

Le coup de semonce c'est Renault. Mais d'autres luttes avaient déjà percé le ciel que Barre voulait serin. Massey-Ferguson dans le Nord, ou Terrin à Marseille, Boussac dans les Vosges. Aujourd'hui, la brèche est à nouveau ouverte. La



lutte de Renault est dure dès le début : vote à main levée, occupation, résistance aux pressions des tribunaux et de la police. Une forme de lutte à la hauteur de l'intransigeance de la classe bourgeoise.

## LA « UNE » DE L' « HUMANITÉ »

Poussées par cette base qui exigeait que l'on fasse enfin quelque chose, les directions syndicales allaient même jusqu'à reprendre elles-mêmes, le mot d'ordre d'occupation, en assemblée générale, votée à main levée à Renault Cléon, lundi, par exemple.

Et d'ailleurs, que proposer d'autres ? Mitterrand vient de déclarer que le Programme commun est « forclos » (vendredi dernier). Le débat intérieur ronge le PCF. De l'Union de la gauche il ne peut être question dans l'immédiat.

C'est ainsi que l'on vit Marchais déclarer bien haut à la fête de « L'Avant-Garde », à Ivry dimanche : « L'avenir n'est pas bloqué, il dépend de vous, de vos luttes ». L'« Humanité » reprenait cette phrase sur toute sa première page le lendemain matin.

Mais notre confiance pour mener cette lutte, ce n'est pas en Marchais que

nous la plaçons. Ne dit-il pas, deux lignes plus bas, que toute la stratégie du PCF reste, sans aucun changement, la ligne électoraliste du 22e congrès, de l'échec du 19 mars.

Ce n'est pas non plus dans les directions syndicales qui ont suivi l'Union de la gauche jusqu'au soir de l'échec.

Notre confiance, c'est dans la classe ouvrière elle-même, dans sa volonté de lutter pour changer la société que nous la plaçons. C'est bien cette classe ouvrière qui a montré à Renault comme ailleurs que rien ne peut endormir sa détermination à lutter contre le capitalisme.

## Mitterrand aurait-il oublié ?

Au cours du dernier week-end, dans son discours de Bordeaux, Mitterrand a attaqué le gouvernement qui se sert du monopole de la radio et de la télévision « pour écraser les citoyens ». Mais il doit s'agir de regrets plus que de critiques.

En effet, ce même Mitterrand alors qu'il était secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil dans le gouvernement Queuille en 1949 déclarait à la tribune de l'Assemblée nationale : « La politique (...) se trouve aussi répartie dans les émissions de variétés (...) à un tel point que, depuis quelques mois, j'ai dû veiller à ce que ne se

glisse pas dans nos émissions un certain nombre d'informations orientées ». Et encore : « Chaque fois que nos speakers se font entendre, toutes les tendances politiques abusives sont expurgées des textes. Ces tendances, assez développées depuis un certain nombre d'années, nous sommes parvenus à les expurger ».

Il y a bientôt 30 ans, Mitterrand a ouvert la voie : « Je m'efforce autant que cela m'est possible d'éviter que la propagande du PC s'exerce à travers les ondes » et à l'époque, il revendiquait cela comme un titre de gloire.

## Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre, Pour sortir de l'impasse des partis de gauche Lutter dans l'unité. S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier).

Pour toute correspondance, téléphonez au numéro suivant :

205 51 10

## Les estafettes de Giscard en Corse

C'est ce mercredi que Giscard arrive en Corse. Il est précédé par un débarquement policier énorme : on parle de 800 policiers en civil et de 30 inspecteurs supplémentaires de la DST. Voilà qui donne déjà une idée du climat dans lequel se déroulera la visite giscardienne.

La visite de Giscard a aussi été préparée par une série d'opérations de ratissage qui ont entraîné l'arrestation d'une douzaine de patriotes corses du Front de libération nationale de la Corse. Le Front revendique 32 attentats ces dernières semaines. On dénombre 177 attentats depuis le premier janvier et 74 pour le mois de mai.

Si le climat est aussi « explosif » dans l'île Corse, ce n'est pas parce que le peuple corse a le sang chaud. Il s'agit d'une forme de lutte politique. Le peuple

corse refuse le maintien par la force du pouvoir et de la domination de l'Etat français sur l'île.

L'accueil réservé à Giscard risque d'être froid, si l'on se souvient de la manifestation du 9 septembre dernier. Les autorités locales, de la droite et du PCF, avaient convoqué une manifestation monstre pour affirmer la volonté de la Corse de rester française. Ce fut un échec cinglant : les notables se retrouvant entre eux.

Toutefois Giscard d'Estaing se sent fort de la victoire des députés de la droite aux dernières élections législatives : 4 élus RPR (gaullistes) sur 4 candidats. Sans doute aussi tout un arsenal de moyens sont-ils déjà mis en place pour assurer un public qui applaudit le chef de l'Etat français.

Les patriotes corses, eux, n'attendent rien de bon de cette visite, malgré les pro-



Avec l'arrivée de Giscard, la répression qui sévissait déjà l'année dernière s'accroît et devient intolérable.

messes. La visite du président de la République ayant eu à ce jour comme seul « avantage » pour le peuple corse qu'une vaste opération de répression qui rappelle, par certains côtés, celle des vacances.

Comme le déclarait le Front de libération nationale de la Corse : « Ce n'est pas la répression, ni le voyage de Giscard qui empêcheront la lutte de libération de ga-

ner en détermination et de s'insérer dans le combat général des peuples en luttant pour s'arracher au colonialisme ».

Rien ne peut en effet venir à bout de la lutte d'un peuple qui veut conquérir le droit d'être maître de son destin. Ce droit implique même le droit pour la Corse de se séparer de l'Etat français si le peuple en décide ainsi.



## ● Nantes

## Une volonté de lutter et de s'unir plus grande que jamais !

500 travailleurs des usines en lutte de l'agglomération nantaise, LMT (9<sup>e</sup> semaine de lutte), Warin (5<sup>e</sup> semaine de grève totale), Guillouard (1<sup>e</sup> semaine de grève totale avec occupation) ont manifesté la semaine dernière devant la chambre patronale puis dans les rues de la ville.

A l'origine de cette manifestation d'entreprises en lutte, où la question des salaires est au centre des revendications, se trouve la volonté exprimée par les travailleurs de ne pas rester isolés, et de coordonner étroitement leurs luttes pour être plus forts face au patronat.

Dans la direction même de l'UL-CFDT se développe une certaine remise en cause d'une action syndicale totalement conditionnée par les orientations politiques de la gauche : l'idée de la coordination des luttes, rejetée officiellement il y a quelques années, apparaît aux militants de base (et cela se manifeste jusqu'au niveau de l'UL) comme une nécessité indispensable au renforcement de la lutte.

Il ne semble pas qu'il en soit de même pour l'UL-

CGT. L'intervention du responsable local de cette centrale a surtout insisté sur les pseudo-mérites de la CGT dans la direction des luttes, oubliant la CFDT et surtout les travailleurs engagés dans cette lutte comme ceux de Guillouard auquel il n'a même pas été fait allusion.

Toujours est-il que les travailleurs en lutte de LMT ont pris eux-mêmes en main la direction de la manifestation lui donnant toute la combativité voulue, laissant même les dirigeants syndicaux là où ces derniers, sans consultation des travailleurs en lutte, avaient décidé d'arrêter la manifestation, continuant à populariser leur combat, à travers les rues commerçantes de Nantes, très fréquentées en ce mercredi après-midi.

Correspondant Nantes

## ● CGEE - Alsthom-Rodez

## Une lutte qui pourrait bien prendre une autre tournure...

Depuis mardi matin 25 mai, tous les 137 ouvriers de la CGEE-Alsthom du Monastère-sous-Rodez sont en grève. Cette lutte menée par le syndicat CGT porte sur les revendications suivantes :

- Le salaire hebdomadaire est basé sur quarante heures. Cet horaire est passé à quarante deux heures avec perte de salaire. Les ouvriers réclament la récupération de cette perte.
- Ils réclament aussi 2 F d'augmentation du tarif horaire par catégorie.
- La revalorisation des frais de déplacement.
- L'octroi de chaussures de sécurité.
- Une grille unique de salaires.
- Le 13<sup>e</sup> mois.
- La 5<sup>e</sup> semaine de congés payés.
- La formation professionnelle.
- 2 heures d'information syndicales par mois.
- L'indemnisation des heures de grève.

Le conflit va certainement s'élargir aux autres chantiers du département, et même aux agences des départements limitrophes (à Cahors, Limoges, Grannat, Figeac).

Pour l'instant, la grève est reconduite chaque jour. Les ouvriers occupent l'usine, et ils comptent le faire jusqu'à satisfaction de toutes les revendications.

Ils ont déjà fait une manifestation devant l'inspection du travail, et ils comptent encore faire plus de bruit... En ce moment, c'est les négociations, et si cela échoue, la lutte prendra une autre tournure.

De toute façon, le moral est bon, et les ouvriers, tous unis, tiennent bon !

Correspondant HR après entretien avec les grévistes.

## ● Abattoirs de Rodez

## On ira jusqu'au bout

Aux abattoirs de Rodez (66 employés), on licencie : 14 licenciés dont 4 mises en pré-retraite.

Mercredi 24 mai, à l'appel de la section CGT de l'usine 99 % des employés ont démarré un mouvement de grève contre les licenciements.

Depuis ce jour-là, la grève est reconduite chaque matin en assemblée générale.

Les travailleurs ont de l'espoir. Ils tiendront. Les travailleurs demandent le reclassement, par la mairie, des licenciés.

Les travailleurs des abattoirs entendent lutter jusqu'au bout et avoir gain de cause.

Correspondant HR

## ● Bezons

## Première victoire des communaux en grève depuis 24 jours

A Bezons, le PCF est à la mairie depuis 53 ans. Comme dans toutes les municipalités, il y a de nombreux employés municipaux : à Bezons, ils sont 450, l'entreprise « municipalité de Bezons » est une grosse entreprise ! Les communaux sont des travailleurs comme les autres ! Pourquoi les communaux sont-ils en grève ?

Voilà ce qu'ils disent eux-mêmes dans un tract CGT :

« La lutte de la CGT est nationale, car M. Barre l'a dit, les fonctionnaires

doivent donner l'exemple : l'exemple de l'austérité :

— 1) C'est cette politique d'austérité pour les travailleurs, cette politique antisociale exercée sur tout le pays que la CGT dénonce journellement et que le gouvernement veut faire cautionner aujourd'hui aux élus locaux.

— 2) Mais c'est aujourd'hui des élus et des élus seuls, par l'intermédiaire des prérogatives données au maire, que dépend l'application sans restriction d'un texte ministériel arraché par nos luttes au pouvoir.

« C'est pourquoi les communaux, dans leur 3<sup>e</sup> semaine de grève (non payée) exigent des élus de Bezons :

— L'application sans restriction des textes favorables aux intérêts des travailleurs — avec aujourd'hui le reclassement des 24 OP2 pouvant y prétendre pour que cela entraîne une revalorisation salariale.

— Le paiement des jours de grève ».

Face à eux, la position de la mairie est claire.

« Le syndicat assimilant ces promotions à un reclassement général demande la nomination de tous les OP2 (6<sup>e</sup> échelon) en maître ouvrier » (c'est-à-dire un passage systématique).

« Pour sa part, la municipalité estimant qu'il s'agit d'une promotion pour une qualification nouvelle, s'efforce d'en donner l'application la plus large, tout en se réservant la possibilité de tenir compte de l'avis des responsables de service et de l'attitude professionnelle de quelques cas particuliers et motivés ».

Voilà ce que disait le bureau municipal (tous membres au PCF), dans une lettre distribuée à tous les habitants et travailleurs de Bezons, lettre dont le seul but était d'isoler les communaux en grève.

Pour obtenir gain de cause, les communaux ont été obligés de se mettre en grève pour obtenir satisfaction.

Aujourd'hui, il y a 36 grévistes, une quinzaine

d'autres sont solidaires et assurent un service minimum de sécurité. Les grévistes tiennent bon :

— En organisant démocratiquement leur grève (assemblée quotidienne, reconduction de la grève à l'unanimité).

— En popularisant la grève.

— En organisant le soutien financier.

Aujourd'hui, ils ont obtenu une première victoire : la mairie accepte le principe du reclassement et abandonne celui de promotion. Mais la grève continue ; lundi il faut encore obtenir le paiement des jours de grève.

Quel que soit le temps que durera encore la grève, c'est important de leur envoyer notre soutien militant, mais aussi notre soutien matériel car ils en ont grand besoin.

Ecrire à : Communaux CGT de Bezons - 9, rue Villeneuve - 95870 - Bezons - CCP La Source 31 709 41

Correspondant Bezons

● Papeteries de Bretagne Rennes  
Régent ne bafouera pas impunément la dignité des travailleurs !

Suite aux 125 licenciements, le nouvel acquéreur, Régent, s'est engagé à réembaucher une centaine de travailleurs. Mais ce n'est pas un cadeau.

En effet, il impose ses conditions de reprise qui amputent de 15 % le salaire antérieur. Il refuse de discuter le protocole d'accord avant l'embauche, de donner des garanties sur les conditions de travail et sur les 125 réembauches, il veut supprimer les primes d'ancienneté, il veut mettre à l'essai pendant un mois les travailleurs qui ont parfois 30 ans de boîte (quel mépris !).

Enfin, il exerce son chantage : « Si vous refusez mes conditions, vous serez accusés de refus de travail et vous perdrez les 90 % du salaire payé pour licenciement économique. »

Dans ces conditions, la section syndicale CFDT appelle les travailleurs à resserrer les rangs. Elle appelle tous ceux qui ont participé aux « Portes-ouvertes », gala, Festnoz, exposition, tous ceux qui ont montré en participant au ramassage des vieux papiers, leur solidarité avec les ouvriers des Papeteries, à venir de nouveau exprimer la volonté populaire : non au chômage, maintien des avantages acquis.

● Lloyd Continental - Toulouse  
En grève depuis le 9 mai



Les femmes discutent de la lutte à mener.

Dans cette compagnie d'assurance, les travaux de divers services sont mis sur ordinateur : d'abord, celui du remboursement des soins aux assurés l'an dernier, et deux autres prévus ce mois de juin.

Les 20 employés demandent de passer par roulement devant l'écran (travailler à l'ordinateur), au lieu que quelques unes y passent la journée, d'où fatigue nerveuse, mal aux yeux.

La direction refuse, ce qui ne s'explique que par

la volonté délibérée de ne rien céder aux travailleurs : c'est cela la logique du plan Barre.

Mais chez les grévistes, le moral est très bon

Les employées du Lloyd sont décidées à poursuivre leur action jusqu'à satisfaction de cette légitime revendication. Elles sont sur place, jour et nuit, avec une caravane (2, rue Corneille) pour maintenir une animation et une popularisation actives.

C'est ainsi qu'une journée-crêpes a été organisée avec collecte dans le quartier (2 500 F). De nombreuses sections sont venues soutenir, mais aussi dans la rue, chaque jour de petits gestes montrent la solidarité de la population. Le boulanger donne du pain, les voisins offrent des gâteaux et de l'apéritif.

Fortes de leur détermination et du soutien grandissant, les employées du Lloyd continental lutteront jusqu'à la victoire.



Lundi matin à Renault-Flins

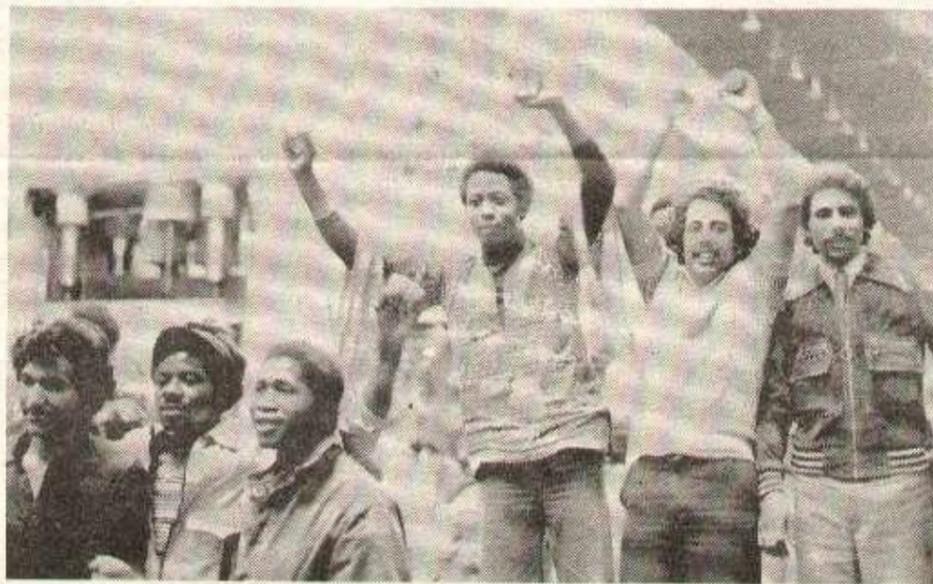
# Les grandes presses toujours paralysées 600 OS toujours déterminés

Lundi matin à 5 h, de petits groupes de cadres et d'agents de maîtrise se tiennent aux entrées de l'usine. A l'intérieur, dans les ateliers des grandes presses, l'occupation se poursuit. Depuis le début du lock-out, les grévistes n'ont pas quitté leur poste. C'est d'ailleurs pour ça que la direction a fait une action en référé pour obtenir l'évacuation des grévistes. Le jugement doit tomber vers onze heures, ce matin. Vers 9 h 30, on apprend que le tribunal de Rouen a donné 48 h à ceux de Cléon pour évacuer l'usine et que là-bas, la grève a été reconduite pour 24 h.

A Flins, officiellement, personne n'a le droit de pénétrer dans l'usine sauf bien sûr ceux de la maîtrise et quelques jaunes qui viennent toucher double salaire à monter la garde derrière les grilles.

Les délégués seuls peuvent rentrer, encore une fois officiellement, parce que les grévistes des presses et d'autres entrent dans l'usine au nez et à la barbe des hommes de la direction... en sautant par-dessus les hautes grilles. En face, une espèce de flic de la Régie, « mitraille » avec un polaroid tous ceux qui pénètrent dans l'enceinte de l'usine.

Finalement, vers 11 h,



Lundi matin, la joie et la détermination à lutter se lit sur tous les visages (Photo HR).

c'est tout le groupe des journalistes présents qui, à l'invitation des ouvriers, passent la grille.

Quand nous arrivons aux grandes presses, après un dédale d'ateliers silencieux et de chaînes désertes, la radio annonce que le tribunal de Versailles ne requiert l'évacuation des grévistes. La décision comme on peut le penser, est appréciée ! Après que les OS des presses aient fait retentir dans l'immense atelier des slogans qui disent leur détermination à poursuivre la lutte dans l'u-

nitité et à ne pas lâcher avant que la direction ne cède le P1 pour tous, un meeting s'improvise. Marocains, Maliens, Portugais, Français... tous au coude-à-coude, chacun dans leur langue, ils redisent la nécessité de l'unité et de la lutte.

Les grandes presses paralysées, auxquelles ils sont attachés toute l'année par des cadences toujours plus dures, ne servent plus en ce moment qu'à supporter les banderoles syndicales qui proclament l'unité Français-immigrés.

La maîtrise devrait bien réfléchir à deux fois si elle pense venir à bout des 600 OS, avec des provocations. C'est sûr, ils ne sont pas prêts à se laisser faire. Déjà il y a quelques jours, les cadres qui ont voulu jouer les briseurs de grève, l'ont appris à leurs dépens. Leur tentative de remise en route s'est terminée en retraite précipitée... A bon entendeur !...

La lutte continue, la « Renault 18 » est en panne !

## Congrès syndicaux CFDT Sévères critiques contre la ligne confédérale

Après le syndicat des journalistes CFDT (voir HR No 893), d'autres syndicats expriment, lors de leurs congrès, pour le moins de vives réserves à l'égard de la politique menée par la confédération.

### SGEN-CFDT : CONGRES DE L'ACADEMIE DE PARIS

L'an dernier déjà le bureau académique n'avait obtenu que 51% des mandats, les autres se partageant entre les contre et les abstentions. Cette année, le rapport d'activité a été rejeté par 35% de voix contre 31% pour, 34% d'abstentions... Un texte présentant une claire position de lutte de classe, rejetant les partis de la fausse gauche, la politique de collaboration de classe de Maire, obtenait un large soutien. L'équipe sortante, qui se représentait malgré tout, fut reconduite de justesse (une avance de 82 voix sur plus de 1 600 mandats).

### SYGMA-CFDT SERVICES EXTERIEURS DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Il s'agit des directions départementales de l'Agriculture, direction des services vétérinaires, haras, répression des fraudes, etc...

Ce syndicat a adopté lors de son 2e congrès (tenu dans la région de Bordeaux) une motion qui traduit assez bien les inquiétudes des délégués quant à la politique menée par la confédération. En voici des extraits qui suivent une solide dénonciation de la politique Giscard-Barre :

... Face à cette nouvelle attaque brutale du pouvoir, les faibles réactions des confédérations syndicales et notamment celle de la CFDT, soulèvent quelques questions :

- les multiples entretiens qui ont eu lieu avec Giscard-Barre, puis Ceyrac, puis Boulin, négociations menées sans aucun rapport de force, n'ont-elles pas pour effet d'accentuer la démobilisation des travail-

leurs, tout en laissant un répit au pouvoir, et aux patrons pour augmenter les prix sans augmenter les salaires, et licencier à tour de bras ?

- en ce qui concerne la fonction publique, plus précisément, comment négocier des revendications importantes (2 500 F minimum, 350 F pour tous, réforme de la grille indiciaire...) à froid, sans aucune mobilisation ? Pourquoi privilégier les négociations sur les salaires et laisser dangereusement de côté les revendications sur l'emploi, alors que la CFDT constate par ailleurs l'aggravation du nombre des non-stipulaires ?

La motion avance ensuite, « pour sortir de cette situation d'attentisme et réussir à imposer nos revendications » des propositions d'action qui « puissent réellement gêner l'appareil d'Etat, tout en gênant le moins possible les usagers des services publics ». Par exemple débrayages successifs de 48 H par secteurs (PTT, EDF, Education nationale, administration d'Etat, etc), plusieurs semaines s'il le faut.

### USAT-CFDT : UNION SYNDICALE DES AMBULANTS ET CENTRES DE TRI

Lors de son congrès, les 29 et 30 mai à Paris, deux amendements sont passés majoritairement, concernant la « soumission de la confédération au PS » : « De ce fait, la mobilisation sociale a été très insuffisante (...) La confédération ne l'avait de toute façon pas réellement tenté (flirt poussé avec le PS au niveau confédéral) ». Le deuxième amendement indique : « La CFDT, en ayant contribué à l'attentisme par rapport aux élections (grèves de 24 H de moins en moins suivies avec comme summum, les grèves catégorielles...) porte ses parts de responsabilité dans la démobilisation des travailleurs avant et après les élections. »

Il y a eu, par ailleurs, une autocritique de la section PLM au sujet des licenciements de J.P. Menvielle et à la mise à pied de 6 mois de Kupperstein pour n'avoir « pas eu de stratégie de lutte », face à ces deux cas de répression.

## UN MOIS DE REPORTAGE EN CHINE



La crèche de l'usine.

### Demain : l'usine de machines-outils de Shangai

(Suite)

### Abonnez vous et faites abonner à l'Humanité rouge quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE  
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18  
Paiement par chèque ou mandat  
CCP 30 22672 D LA SOURCE

### QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Pendant la durée de la série, les lecteurs qui s'abonneront pour un ou trois mois recevront un classique du marxisme-léninisme (« L'Etat et la révolution » de Lénine, etc.): Ceux qui s'abonneront pour au moins six mois recevront, selon leur choix, le livre « Dix syndicalistes en Chine » ou « Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968 » écrit par Jacques Jurquet.

### Abonnez-vous à l'Humanité rouge bimensuel

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : ..... Prénom : .....  
Rue : ..... Commune : .....  
Code Postal : .....

Nos lecteurs qui désirent connaître le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

## A propos du mot d'ordre de boycott du Mondial

La campagne de boycott de la Coupe du monde de football, lancée par le COBA et que nous avons soutenue avec d'autres organisations a connu un succès très appréciable. Elle a permis de faire largement connaître en France la situation du peuple argentin et à créer un mouvement de solidarité avec ses luttes. Elle a contribué à isoler le régime argentin, du moins politiquement. La campagne a même dépassé le cadre des partisans du boycott. D'autre part, des initiatives scientifiques allant dans le même sens ont eu également des répercussions très positives puisque le congrès de cancérologie de Buenos-Aires sera boycotté par nombre de scientifiques.

Le mot d'ordre de boycott était-il purement et simplement destiné à empêcher l'équipe de France de se rendre en Argentine ? Certainement non. Essentiellement il était destiné à susciter une prise de conscience sur le régime argentin au moment où des millions de gens s'apprétaient à suivre le déroulement de la Coupe. Elle a porté ses fruits à tel point que des responsables de l'équipe de France, tel Hidalgo, son entraîneur, que des joueurs tels que Rocheteau et Guillou, que des journalistes sportifs, tels ceux d'Antenne 2, ont eux-mêmes estimé nécessaire de « faire quelque chose ». Ceci est important et témoigne que la campagne contre la junta n'est plus le seul fait des seuls partisans du boycott. Mais il faut voir que ces prises de position ont pu se produire à la suite essentiellement, de la campagne du boycott, et sont à mettre à son actif. Toutes ces actions même si elles ne s'inscrivent pas dans le cadre strict de ce mot d'ordre sont très positives et pour cette raison, nous nous en faisons l'écho dans notre journal.

Le boycott n'est donc pas la seule façon de contribuer à la lutte contre la junta. Notre objectif est de contribuer à isoler celle-ci et d'unir le plus largement tous ceux qui s'opposent à elle d'une manière ou d'une autre. Pour cette raison, nous ne devons pas faire une interprétation étroite d'un tel mot d'ordre en nous adressant aux travailleurs parmi lesquels il y a de nombreux amateurs de football qui ne sont pas en accord avec lui, mais qui sont susceptibles de signer une pétition, d'engager une action contribuant, aussi à isoler les militaires argentins.

Henri MAZERAU

## ARGENTINE

### • Epernay

SOIRÉE ARGENTINE LE 25 JUIN :

Les organisations sous-signées organisent une soirée sur l'Argentine le jeudi 25 mai à 20 h 30 à la Maison des jeunes et de la culture d'Epernay. Higinio Mena, chanteur argentin exilé y chantera, un débat aura lieu.

COBA, Front autogestionnaire, Humanité Rouge, PSU, Groupe femme Epernay, PS, MJC, S'NEP académique

### • St Briec

5 HEURES SUR L'ARGENTINE

Le COBA de Saint-Briec nous a fait parvenir un communiqué sur la situation en Argentine, où il rappelle la terreur et la misère que la junta militaire fait régner sur le peuple.

Le COBA de Saint-Briec organise 5 heures sur l'Argentine le 15 juin, à partir de 18 h au foyer Paul Bert, à Saint-Briec.

Au programme :

- Projection de montages et de films suivis de débats.

- Exposition et vente de documents.

- Participation en soirée à partir de 21 h du chanteur argentin Higinio Mena.

### L'UIS CFDT SOUTIENT LE BOYCOTT

La commission exécutive de l'Union interprofessionnelle des syndicats CFDT d'Epernay affirme dans un communiqué, sa solidarité avec les travailleurs argentins victimes, depuis deux ans, d'une sanglante répression. Elle dénonce la violation des droits de l'homme en Argentine, exige la libération de tous les prisonniers politiques, le rétablissement des libertés démocratiques, soutient l'action du COBA et le mot d'ordre de boycott.

# Comment sont expulsés les travailleurs immigrés

Un nouveau témoignage, celui d'un prêtre, dans une lettre au « Monde »

À l'heure de la restructuration, des licenciements, c'est toujours et toujours plus l'heure des mesures Stoléro destinées à réduire le nombre des travailleurs immigrés.

Dans une lettre adressée au « Monde », un prêtre, François Lefort, apporte un témoignage sur la façon révoltante dont ont lieu les expulsions.

« J'ai d'abord été frappé par le fait que les délinquants notoires n'étaient pas expulsés, alors que, au contraire, des jeunes, qui n'avaient commis que des fautes minimes, se retrouvaient un jour à Alger... »

« Il suffit qu'un brigadier demande à son supérieur hiérarchique qu'une procédure d'expulsion soit engagée contre un jeune immigré pour que celui-ci n'ait plus aucune chance de rester avec sa famille. Un dossier est constitué ne tenant compte que de l'avis de la police. A aucun moment de la procédure, le jeune ou son conseil n'est consulté. Quelquefois seulement, six mois ou un an après les faits, le jeune ou son père est convoqué au bureau 670 de la préfecture de Nanterre, on l'interroge mais on ne lui dit pas qu'une procédure d'expulsion est engagée contre lui. Et dix-huit mois à deux ans après les faits, le jeune reçoit à sa grande surprise un arrêté d'expulsion lui imposant de quitter le territoire français dans les huit jours. Il a bien la possibilité de passer devant la commission d'expulsion, mais cette instance n'est que consultative, et deux de ses membres sur trois sont des

fonctionnaires du ministère de l'Intérieur.

« Le jeune se retrouve brusquement à Alger, sans argent, sans famille, parlant peu ou pas du tout l'arabe... Aucune circonstance atténuante ne lui a été donnée. Peu importe, par exemple, que sa femme ou ses enfants

été condamné, que, en un ou deux ans, il ait fait preuve de la volonté de se réinsérer dans la société.

« Le pouvoir de la police est exorbitant. Ce serait comme si, en matière de justice, la même personne était chargée de l'instruction, du jugement et de l'exécution.

« L'expulsion n'est automatique et sans appel que pour celui qui n'a pas de relations, car celui qui a des appuis dans les milieux hauts-placés arrive presque toujours à obtenir un sursis d'exécution... »

huit jours. Maintenant, c'est tout à fait légalement qu'il peut être détenu sans jugement pendant huit jours en attendant d'être acheminé vers son pays ».

Le correspondant du « Monde » indique ensuite que si les travailleurs immigrés ainsi expulsés espèrent un jour retourner définitivement dans leur pays, ils veulent en choisir le moment. Aussi, neuf fois sur dix, ils essaient de retourner en France. Et pour cela, ils ont recours à des moyens clandestins. En fait, écrit F.



soient Français ; ils devront le suivre ou se séparer de lui ; peu importe que l'immigré n'ait jamais été condamné ; peu importe, s'il a

« Jusqu'en décembre, le jeune émigré se retrouvait dans la prison clandestine du Dépôt, dans l'île de la Cité et là, il restait parfois

Lefort, « c'est là qu'on voit l'inefficacité des mesures d'expulsion. Le jeune qui est parti était connu, celui qui revient est clandestin ».

## A Buenos Aires, le courage des femmes et des journalistes fait échec à la censure

En Argentine, alors que le Mondial se poursuit, les femmes, mères et sœurs de disparus n'en continuent pas moins, malgré les risques accrus de répression à manifester le jeudi sur la Plaza de Mayo, face au Palais présidentiel, à Buenos-Aires. Jeudi dernier, pour la première fois, plusieurs équipes de télévision étaient sur place pour filmer celles que la junta appelle avec mépris « les folles ». Pour la première fois, aussi, les forces de police étaient restées discrètes, ne voulant sans doute pas commettre leurs exactions habituelles devant les caméras étrangères. Aussi, les femmes ont-elles pu expliquer aux journalistes qu'elles étaient sans nouvelles de leurs fils, neveux, frères, etc. Malgré une tentative d'intimidation des policiers, les caméras ont fonctionné et les témoignages ont été recueillis.

La police est intervenue après que les journalistes

soient revenus au centre de presse. Ainsi, l'équipe d'Antenne 2 était en train de monter le film quand des policiers sont arrivés dans la salle de travail pour le saisir. Devant la fermeté et la protestation de journalistes et techniciens d'Antenne 2 la saisie n'a pas eu lieu. Richard Diot, envoyé d'Antenne 2, explique que les premiers policiers ont ensuite été remplacés par d'autres qui ont tenté d'empêcher que les films soient envoyés en France, ce qui fut fait malgré tout. Ce film fut présenté sur Antenne 2 samedi après-midi dans l'émission « Le jeu du stade » qui par ailleurs a aussi présenté une séquence intitulée « L'autre face de l'Argentine ».

Il faut saluer le courage et le souci de vérité des journalistes sportifs et techniciens d'Antenne 2 qui ont effectué ce reportage à Buenos-Aires et ont permis par leur fermeté la diffusion de la séquence sur les

femmes de Buenos-Aires. Nous avons apprécié la présentation à Antenne 2 de ce film et de la séquence sur la situation en Argentine.

### La réaction de la junta

Le fait que des télévisions étrangères aient filmé la manifestation des femmes à Buenos Aires n'est évidemment pas du goût des militaires. N'ayant pas réussi, devant le courage des femmes surtout, mais aussi des journalistes et des techniciens présents, à empêcher les prises de vue et les témoignages d'avoir lieu, ils essaient maintenant de salir les premières et mènent campagne dans la presse contre les seconds.

« Les folles de la place de Mai sont des menteuses » ont-ils déclaré. « Les journalistes étrangers ne devaient pas en faire tant de cas ».

Les militaires ont déclaré à qui veut les croire que les disparitions ne sont pas le fait des forces armées, mais des « organisations subversives » principalement. Malheureusement pour les sinistres militaires, peu de gens, dans la presse étrangère, sont disposés à gober leurs mensonges.

Deux journalistes de la télévision ouest-allemande qui ont parlé, dans des émissions, des tortures et des camps de concentration en Argentine ont été pris à partie par le journal de Buenos Aires « La Nación ». Ce journal pro-gouvernemental, comme on s'en doute, les accuse d'avoir menti. Les militaires ont « exprimé leur mécontentement » à l'ambassadeur de la République fédérale allemande. Le même journal indique, par ailleurs, que le gouvernement ne juge pas souhaitable l'expulsion des journalistes allemands. Ce n'est sans doute pas l'envie qui leur manque.

DES JOURNALISTES RACONTENT...

**Un mois de reportage en Chine**Usine de machines-outils  
de Shanghai**Le chemin de la  
modernisation**

Lorsqu'on parle de moderniser, qu'il s'agisse de l'agriculture, de l'industrie, de la recherche ou de la défense, on pense d'abord outils : tracteurs, instruments de précision, etc. qu'il faut fabriquer pour perfectionner, automatiser la production dans ces différentes branches.

Et s'il faut, en effet, des outils modernes pour moderniser, il faut pour les fabriquer une catégorie particulière d'outils : les machines-outils (tours, presses, fraiseuses, rectifieuses, etc.).

La production des machines-outils est donc un maillon très important dans la chaîne de la modernisation.

*Nous avons visité l'usine de machines-outils de Shanghai. Les responsables qui nous accueillent nous la présentent tout d'abord.*

Spécialisée dans la production de rectifieuses, elle compte 6 000 ouvriers dont 1 500 femmes, répartis en trente ateliers et services auxiliaires. Elle dispose d'une crèche, d'un jardin d'enfants, une école professionnelle et une « université du 21 juillet » pour les ouvriers (voir plus loin).

Avant la Libération, elle comptait 500 ouvriers et ne fabriquait que des instruments très simples.

Le président Mao l'a inspectée en 1957.

Depuis 1958, elle peut concevoir et fabriquer par elle-même des machines : 300 variétés aujourd'hui (20 en 1958) pouvant peser jusqu'à 80 tonnes (2 tonnes en 1958). Elle peut produire des rectifieuses de haute précision.

Notre usine a atteint une qualité de produits qui lui a valu le nom de « marque d'or ». L'an dernier, l'usine a accompli le plan avant terme, les équipements sont bien utilisés (à 80 %) et nous avons eu 350 ouvriers cités comme ouvriers d'élite : c'est la première fois depuis la fondation de l'usine.

*On voit le chemin parcouru. Mais quels problèmes sont encore à résoudre pour avancer dans la modernisation ?*

Cette année, il nous faut continuer à mettre de l'ordre dans l'administration et la production.

Nous voulons aussi réformer la structure de la production : renforcer la production spécialisée.

Nous avons comme objectifs pour notre plan de 8 ans d'automatiser et semi-automatiser la production ; augmenter la production de pointe, introduire la nouvelle technique dans la production des rectifieuses et porter une partie de nos produits au niveau mondial.

Une fois atteints ces objectifs, nous aurons sérieusement modernisé notre production et en même temps amélioré nos conditions de travail.

Nous avons commencé par restaurer les règlements. Les partisans des Quatre voulaient une entreprise sans règlement. L'ancien responsable de l'industrie de Shanghai était un partisan des Quatre. Tchang Tchouen-kiao avait choisi notre usine comme base expérimentale et Ma Tien-sien (le responsable de l'industrie) est venu chez nous 200 fois !

*Quels sont donc ces règlements ?*

Ils concernent la présence, la sécurité, le contrôle de qualité, l'économie, l'entretien et les réparations. Selon les Quatre,



*Ateliers bien en ordre, déchets bien récupérés : en parcourant l'usine, on a une impression de propreté, de travail dans le calme, sans précipitation ni perte de temps.*

*Il y a deux ans, du temps de l'influence des Quatre, les allées étaient encombrées. Cela rendait le travail plus dangereux. On pouvait à peine circuler. A l'atelier des rectifieuses de haute précision, on ne prenait plus les précautions prévues pour éviter d'introduire des poussières. Bien sûr, la production s'en ressentait, en quantité et en qualité.*

les règlements étaient une politique révisionniste pour opprimer les ouvriers. Mais sans règlement, l'usine ne peut fonctionner ! Certains croyaient que c'était juste. En fait, tout cela a créé le trouble dans les esprits et du point de vue de la production, notre usine a subi de lourdes pertes.

Nous avons eu de bons résultats en 1977 et cette année est bien partie. Les ouvriers sont très enthousiastes et décidés. Mais il y a encore à faire pour améliorer l'administration à tous les échelons pour bien diriger. Nous avons pris des mesures dans ce sens.

Nous aurons un directeur chargé de l'organisation du travail et cinq adjoints chargés de questions telles que le plan, la technique, la recherche, les finances, la vie des ouvriers,

plus dix-huit services auxiliaires pour assurer le fonctionnement permanent de l'usine.

Nous supprimons le comité révolutionnaire. Ils ont eu un rôle positif dans la Révolution culturelle pour unir la classe ouvrière lorsque des divisions étaient apparues. Ce ne sont pas des organes administratifs : ce sont des organes de pouvoir. Ils sont d'ailleurs maintenus au niveau province, district, commune populaire, ville où il y a fusion du pouvoir et de l'administration.

Une usine fait partie d'un groupe d'usines, d'un secteur industriel, auquel elle est rattachée du point de vue administratif. Le directeur sera d'ailleurs nommé après qu'on ait sollicité les opinions des masses par cet échelon : compagnie,

groupe ou secteur industriel dont fait partie l'usine.

Du point de vue du pouvoir, elle est rattachée à la ville de Shanghai. Une usine est rattachée à une commune populaire, un district, une province. Le comité révolutionnaire n'est plus utile pour unir les ouvriers. Les partisans des Quatre avaient semé la confusion entre pouvoir et administration et cela avait aussi créé des perturbations dans le fonctionnement de l'usine dans la production.

*Vous avez parlé de nouvelles techniques, de semi-automatiser, automation...*

Oui. Nous voulons, par exemple, utiliser les ordinateurs. Tout cela suppose d'élever le niveau technique de tous les ouvriers, de former aussi des techniciens avancés. Nous avons relancé l'activité de notre école professionnelle et de notre université du 21 juillet.

Lorsqu'il est venu en 1957, le président Mao avait dit : « Il faut porter attention à la formation des jeunes ouvriers ». En 1968, il a également dit : « Il faut former des techniciens à partir des ouvriers ayant de l'expérience ». C'est d'ailleurs le 21 juillet 1968 que nous avons formé notre université.

Avec leurs idées du genre « Acquérir des connaissances, c'est refuser la révolution, c'est s'embourgeoiser », les Quatre et leurs partisans ont beaucoup perturbé l'enseignement. Dans notre usine aussi. Notre université était désorganisée et on sortait de notre école professionnelle sans savoir faire un plan !

A l'échelle du pays, c'est la même chose. Mais maintenant, et depuis la conférence sur les sciences, nous allons mettre les bouchées doubles pour rattraper le temps perdu, élever le niveau technique et culturel de tout le peuple et former des contingents de techniciens et scientifiques avancés.

Demain : « Quels buts et la question des salaires et primes ».

Jacques DUROC



UN POÈME DE CAHOUBAO MASSI

MAO TSE-TOUNG

VIT

Cette plaquette est  
toujours disponible

Prix 2F

Passer vos commandes et libeller vos chèques à l'ordre de APN-Éditions - BP 279 75866 Paris Cédex 18



*Le matériel a été le plus souvent construit sur place. Il est bien entretenu. Ceux qui prenaient bien soin du matériel et travaillaient bien étaient accusés, du temps des Quatre, de « ne pas vouloir faire la révolution ». Ainsi, une équipe entière, qui avait cette attitude, était dénoncée devant les autres. Cela créait des divisions entre les ouvriers. Maintenant, c'est une impression de rapports détendus et d'unité qui domine.*

Paris: Sommet occidental sur l'Afrique

## Des discussions animées

La Conférence occidentale sur l'Afrique qui s'est tenue lundi à Paris a rassemblé des hauts fonctionnaires de quatre pays européens (France, RFA, Grande-Bretagne, Belgique) et de la superpuissance américaine. Ses travaux se sont tenus à huis clos. Seul le communiqué final en livre donc la teneur.

Il déclare : « Les hauts fonctionnaires ont étudié les problèmes actuels du Zaïre, aggravés par les événements du Shaba, dans le cadre le plus large des préoccupations des cinq pays au sujet de l'indépendance, du développement économique, de l'intégrité et de la sécurité des pays d'Afrique. Ils ont examiné les questions suivantes :

— Les conditions dans lesquelles devrait être fournie au Zaïre l'aide qui lui permettrait de rétablir son économie. Les mesures prises ou envisagées pour assurer la sécurité du Zaïre, indispensable à son redressement et à son progrès

économique et social. Dans ce contexte, ils ont évoqué les problèmes de l'aide qui pourrait être apportée aux États africains désireux de préserver, collectivement ou individuellement, leur intégrité et leur développement... »

Les « recommandations » que chaque représentant doit présenter à son gouvernement sur ces différentes questions n'ont pas été révélées. Il y a fort à parier que les discussions ont dû être animées, avenue Kléber, les intérêts et les points de vue de l'impérialisme US et des impérialistes français, belge, allemand, britannique étant loin d'être convergents et parfois même franchement concurrents, en Afrique.

Pourtant et bien que, peureusement le communiqué final n'en fasse strictement pas mention, l'offensive soviéto-cubaine en Afrique était bien au centre de ces entretiens, ainsi que la manière d'y faire échec.

**LE VRAI VISAGE DE JÉRUSALEM :** A l'occasion de la visite à Paris de Teddy Kollek, maire israélien de Jérusalem, quatre associations d'amitié avec les pays arabes, soulignent que Jérusalem n'est pas la capitale d'Israël et qu'aucun État ne lui a reconnu ce titre.

Dans un communiqué publié lundi, ces associations affirment que « Le vrai visage de Jérusalem est celui d'une ville occupée, judaïsée, une ville avec des centaines de prisonniers politiques, une ville interdite aux Palestiniens, une ville où la communauté chrétienne connaît une tragique hémorragie. Jérusalem est une ville déchirée ».

Le communiqué est signé par la Conférence mondiale des chrétiens pour la Palestine, l'Association de solidarité Franco-arabe, le collectif national pour la Palestine et l'Association médicale Franco-Palestinienne.

**MAIRE DAN LE SILLAGE DE FO ?** « La CFDT estime qu'elle a laissé le champ libre à FO, dans le domaine de la politique contractuelle, dans la mesure où elle est apparue à certains moments comme opposée à l'idée de négociations ».

C'est ce que vient de déclarer Jacques Moreau, responsable du secteur politique de la CFDT, dans une interview à « Dirigeants », la revue du centre des Jeunes dirigeants qui a ajouté : « c'est une attitude qui arrangeait incontestablement les intérêts du gouvernement et du patronat ».

A vrai dire, on ne voit guère en quoi la voie dans laquelle se sont précipités les dirigeants de la CFDT, celle de la négociation sans rapport de force, dérange beaucoup et le gouvernement et le patronat !

**TCHAD** — Le gouvernement et la grande presse restent toujours extrêmement discrets sur l'agression continue qui se développe contre le peuple tchadien. Selon *Le Figaro* de vendredi dernier, qui s'en félicite, six cents hommes du premier régiment de cavalerie et du régiment d'infanterie de chars de marine « ont enfermé, dans une masse de fer et de feu, un millier de rebelles dont 700 ont déjà été mis hors de combat », dans une palmeraie située à 300 kilomètres au nord-est de N'Djamena. Une quinzaine de « Jaguar » et de « Mirage » intervenaient à la roquette et à la bombe.

La presse n'a toujours pas été admise à se rendre à Djedda, théâtre de ces opérations sanglantes, bien que le gouvernement tchadien et l'armée française affirment tenir la situation en main.

Le FROLINAT, de son côté, a publié un communiqué dénonçant la campagne visant à faire croire à son écrasement et établissant que les troupes françaises et tchadiennes ont également subi de lourdes pertes, au cours de ces combats.

Giscard arrive mercredi

## La Corse en état de siège, 23 arrestations

Depuis une semaine une douzaine de compagnies de CRS, dix escadrons de gendarmes mobiles, une centaine d'inspecteurs de police sans compter les agents des services de sécurité de l'Élysée quadrillent la Corse. SRPJ de Marseille a précisé lors d'une conférence de

SRPJ à Bastia, dix-neuf personnes sont gardées à vue à Bastia, trois à Nice et deux à Paris, où tous doivent être transférés pour être déférés devant la Cour de sûreté de l'État. Mardi matin, la radio annonçait le « démantèlement du FNLC ».

Le chef du SRPJ est beaucoup moins sûr de lui. Après l'arrestation de militants de la région de Bastia, il a dû reconnaître que « Les policiers n'ont pas pour autant démantelé le mouvement clandestin FNLC ». Cette organisation qui jouit de l'estime et a de

nombreux appuis dans le peuple corse revendique l'autodétermination de l'île.

Elle a organisé ces dernières années plusieurs attentats dirigés contre l'État français et ses troupes stationnées en Corse.



Le pouvoir a mis à profit ce déploiement de forces pour effectuer un vaste coup de filet contre les militants corses, tout particulièrement le Front national de libération de la Corse.

Vingt-quatre personnes ont été placées en garde-à-voir, lundi soir, à la suite des nombreuses interpellations effectuées en Corse et sur le continent dans le cadre d'une enquête sur « L'activité terroriste du FNLC ».

D'après Fernand Mathieux chef du service de police

**MEETING-DÉBAT**  
Vendredi 9 juin à 20 heures  
Organisé par le « Collectif pour l'Information et la Popularisation des luttes polynésiennes ».

Et soutenu par : Le Foyer Kanak en lutte, le GRS, l'Humanité rouge, la LUA, l'OCFml, l'UCFml, l'UEG.

Projection de diapos sur le « Mythe de la Polynésie »  
A l'auditorium de l'INODEP  
34, avenue Reille - 75014  
Métro Cité Universitaire

Des tracts sont encore disponibles au local.

**VILLEURBANNE**

Palais du travail  
Vendredi 9 juin à 20 h 30  
Projection du film :  
« Kampuchéa démocratique », avec un représentant des Patriotes du Kampuchéa démocratique (Cambodge).  
Organisé par :

l'Humanité rouge et le Parti communiste révolutionnaire (ML)  
Entrée gratuite.

Manifestation du PCF sur l'Afrique

## Des idées qui cheminent

Environ 7 000 manifestants avaient répondu, lundi soir, à Paris à l'appel du PCF, de son mouvement de jeunesse et des organisations trotskistes pour dénoncer « l'impérialisme giscardien en Afrique ». Si les mots d'ordre étaient nombreux pour dénoncer l'impérialisme et le colonialisme français en Afrique, par contre pas un seul d'entre eux ne mentionnait les agressions des troupes soviéto-cubaines sur ce continent.

Pourtant, parmi les manifestants exprimant ainsi leurs sentiments sincèrement anti-impérialistes, les interrogations ne manquent pas sur ce qui se passe réellement en Afrique et la responsabilité des nouvelles souffrances infligées aux peuples africains qui entendent vivre libres et indépendants. En voici quelques preuves :

— La diffusion d'un tract du Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) sur la situation en Afrique parmi les manifestants, est, bien sûr, diversement accueillie, mais aucune hostilité violente ne se manifeste.

Bien qu'encore trop rares, des discussions s'accrochent ici ou là.

Un diffuseur ouvrier entre rapidement en discussion avec un jeune manifestant. Il lui demande ce qu'il

pense de la carte de l'Afrique publiée dans « L'Humanité » du jour, où sont censés figurer tous les pays où interviennent des forces impérialistes : l'Éthiopie, l'Érythrée, l'Angola n'y figurent pas, bien que la présence des troupes soviéto-cubaines y soit massive. Le jeune manifestant dit son désaccord : « C'est vrai, l'URSS est impérialiste ! » et il ajoute : « Dire cela, c'est remettre en cause toute la ligne du PCF ».

Visiblement, c'est ce qu'il est en train de faire. Cela nous sera confirmé par hasard une demi-heure plus tard. En remontant la manifestation, nous croisons les copains avec qui il manifestait. Et ceux-ci nous disent qu'il a quitté les rangs de la manifestation, n'étant vraiment plus d'accord avec son orientation.

Certes, une telle démarche est encore rare. Cependant d'autres réactions très positives ont lieu. Un autre manifestant, prenant le tract, demande « s'il est d'HR » et semble content qu'il soit diffusé.

D'autres discussions, plus nombreuses, ont lieu avec des militants du PCF qui, eux, ne sont pas d'accord avec nous sur bien des points. En particulier, à la fin de la manifestation, des petits groupes rassemblent des militants du PCMLF, des diffuseurs de « Drapeau rouge » et des membres du PCF dans un dialogue parfois passionné, mais toujours amical.

Aucun des adhérents du PCF, quoique défendant mordicus leur point de vue sur la situation en Afrique, n'a défendu l'URSS ; eux-mêmes affirmaient que l'URSS n'est plus réellement socialiste ; pour eux, là-bas, il n'y a plus de démocratie pour les travailleurs.

C'est là un point fondamental sur lequel se développera leur compréhension future que l'URSS est devenue un pays impérialiste, ennemi acharné de la liberté des peuples, une superpuissance hégémonique au même titre que les USA, plus dangereuse encore.